

[lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

# Après l'incendie de l'usine Lubrizol de Rouen, le gouvernement tente, tant bien que mal, de rassurer

*Philippe Escande*

4-5 minutes

- [Planète](#)
- [Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen](#)

Les députés de gauche veulent une commission d'enquête, tout comme Les Républicains au Sénat. Le premier ministre reconnaît que l'« inquiétude est légitime ».

Par [Manon Rescan](#) , [Alexandre Lemarié](#) et [Olivier Faye](#) Publié aujourd'hui à 06h23, mis à jour à 07h48

Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés





Manifestation après l'incendie de Lubrizol devant le palais de justice de Rouen, le 1er octobre. JULIEN PAQUIN POUR « LE MONDE »

Sébastien Jumel, député communiste de Seine-Maritime, brandit une bouteille d'eau contenant un liquide opaque. « *Nous souhaitons savoir ce qu'il y a dans cette bouteille* », lance-t-il aux journalistes réunis, mardi 1<sup>er</sup> octobre, dans la salle des conférences de presse de l'Assemblée nationale. Cette eau, assure-t-il, aurait été puisée dans l'abreuvoir d'une ferme à Forges-les-Eaux, village situé à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Rouen et du site industriel de Lubrizol.

Le geste se veut symbolique, cinq jours après l'incendie, jeudi 26 septembre, de cette usine chimique qui a libéré un énorme nuage de suie dans le ciel de Normandie. Symbolique d'une opposition décidée à se faire l'écho des craintes de toute une région, qui s'inquiète, malgré les messages rassurants du gouvernement, des conséquences de ce drame. Symbolique, aussi, d'une pression qui s'exerce chaque jour plus fort sur l'exécutif.

Le sujet a accaparé une grande partie des questions au gouvernement, mardi après-midi. « *Les Normands ne sont pas sereins, ils sont en colère !* », a tonné Christophe Bouillon, député socialiste de Seine-Maritime, dénonçant le fait que « *les maires ont été livrés à eux-mêmes, la population n'a pas eu les réponses demandées. Résultat : la défiance s'est installée* ».

Une « *faute de l'Etat* », a accusé le matin même sur France inter, Delphine Batho, présidente de Génération écologie. « *Il y a eu un empressement à dire "c'est pas grave"... Des vomissements*

*et des nausées, c'est qu'il y a quelque chose qui cloche »*, a estimé l'ancienne ministre de l'environnement.

Lire aussi [Après Lubrizol, 20 % des terres agricoles de Seine-Maritime visées par des restrictions](#)

## « Impératif de transparence »

Le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), David Cormand, a qualifié pour sa part l'incendie de « *plus important accident industriel en France depuis AZF [usine chimique qui a explosé à Toulouse, en 2001]* ». Lors des questions au gouvernement, le député (La France insoumise) de la Somme François Ruffin s'est montré accusateur : « *Depuis vendredi, vous savez ! Pourquoi avez-vous attendu cinq jours pour rendre publique la liste des produits qui ont brûlé ?* »

Ces arguments, [le premier ministre Edouard Philippe s'est efforcé de les battre en brèche en annonçant notamment que](#) la préfecture de Seine-Maritime devait publier la liste des produits concernés, [ce qui a été fait dans la soirée de mardi](#). « *Je comprends parfaitement l'émotion et l'inquiétude des Rouennais. Cette inquiétude est légitime, il faut l'entendre et la prendre au sérieux* », a-t-il assuré devant les députés, promettant un suivi médical et de la « *transparence* » de la part des pouvoirs publics. « *Toutes les informations et les données scientifiques seront rendues publiques* », a-t-il assuré. La préfecture a également communiqué, mardi, sur le fait qu'il n'y avait « pas de risque avéré » lié à l'amiante dans l'air, selon de premiers relevés.